

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemer cier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

PLACOPLATRE

Rond-Point du Fayet (RD3)
95560 BAILLET EN FRANCE

Références : UD95-2025-416
Code AIOT : 0006506167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement PLACOPLATRE implanté ROND POINT DU FAYEL RD 3 CARRIERE DE TAVERNY 95560 BAILLET-EN-FRANCE. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi courant de la carrière souterraine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE
- ROND POINT DU FAYEL RD 3 CARRIERE DE TAVERNY 95560 BAILLET-EN-FRANCE
- Code AIOT : 0006506167
- Régime : Autorisation

La société Placoplatre a été autorisée à exploiter une carrière souterraine de gypse au niveau de la butte de Montmorency, par arrêté préfectoral du 27 janvier 2001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative | AP Complémentaire du 17/05/2021, article 2 | Sans objet |
| 2 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-5 | Sans objet |
| 3 | Mesures de vibrations | Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-8 | Sans objet |
| 4 | équipements de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20 | Sans objet |
| 5 | Surveillance des vides souterrains | Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-13 | Sans objet |
| 6 | Bâchage des véhicules de transport | Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-4 | Sans objet |
| 7 | Document d'acceptation préalable | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Sans objet |
| 8 | Registre d'admission | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des Installations Classées n'a relevé aucune non-conformité en lien avec les prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| | | | |
|---|---------------|--|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2021, article 2 | | | |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement des activités autorisées | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous : | | | |
| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Critères de classement |
| 2510-1 | A | Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha | 1 000 000 t |
| 2515-1 | E | Broyage, concassage, criblage... | 641 kW |
| 1434-1 | D | Installation de distribution de liquides inflammables | Débit de 6 m ³ /h |
| 2517 | NC | Station de transit, regroupement | Aire de transit de 1 131 m ² |
| Constats : | | | |
| L'exploitant a commencé par présenter ses activités. La carrière de gypse située sous la butte de Montmorency est exploitée par deux sociétés : Placoplatre à l'Ouest et ETEX à l'Est. Une unique descenderie permet d'accéder aux zones des deux sociétés. Des travaux de consolidation de cette | | | |

descenderie sont en cours pour plusieurs semaines encore.

L'exploitant a indiqué extraire en moyenne 3 000 t de gypse par jour pour une quantité totale extraite fin mai 2025 de 145 515 t. Les prévisions pour 2025 sont à la baisse comparée à l'année 2024, le volume extrait en 2025 sera donc bien inférieur au maximum de 435 000 m³ pour lesquels l'exploitant est autorisé. Le gypse extrait de la carrière est principalement utilisé par les cimenteries et l'agriculture.

La revue des activités de la carrière en lien avec les carrières ICPE a révélé qu'il n'y avait pas de changement par rapport au tableau de classement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-5

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières

Prescription contrôlée :

Le document attestant de la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret 77-1133 est adressé au préfet dès la notification du présent arrêté.

Constats :

Par courriel du 19 juin 2025, l'exploitant a transmis l'attestation de garanties financière qui mentionne un montant maximum de cautionnement de 1 308 690 euros pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de vibrations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-8 |
| Thème(s) : Situation administrative, Conduite de l'exploitation souterraine |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la distance du front d'abattage se situe à moins de 500 m des habitations, des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois.</p> <p>Par ailleurs, un capteur fixe et permanent est placé en un point proposé par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées pour chaque zone exploitée à moins de 500 mètres des habitations. La proposition des points de mesures devra parvenir à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation dans les zones concernées.</p> <p>Un capteur fixe et permanent à la charge de l'exploitant est mis dans les maisons forestières présentes à l'intérieur du périmètre de l'exploitation lorsque le front de taille se trouve à une distance inférieure à 500 mètres de celles-ci.</p> <p>Les mesures effectuées dans l'année précédente sont consultables par l'inspection des installations classées sur le site. Les autres résultats des mesures sont conservés au siège de l'exploitation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées chaque trimestre accompagnés des commentaires appropriés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site l'Inspection a pu constater que la zone actuellement exploitée par la société PLACOPLATRE est située sous le centre de la forêt et éloignée de plus de 500 m des habitations alentours.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les deux sismomètres permettant le suivi des vibrations étaient situés près des deux maisons forestières situées dans la forêt domaniale de Montmorency. Ces deux constructions, propriétés de l'Office National des Forêts, sont les plus proches de la zone actuellement exploitée.</p> <p>Il a précisé que les mesures étaient effectuées quotidiennement. Ces mesures sont synthétisées chaque mois dans un rapport mensuel établi par un expert de l'INERIS. De plus, deux fois par an, cet expert réalise des mesures supplémentaires sous le contrôle du Tribunal Judiciaire de Pontoise.</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports des campagnes de mesure de février, mars et avril 2025 datés respectivement des 5 mars, 3 avril et 14 mai 2025. Ceux-ci montrent qu'aucune vibration n'a dépassé la limite de détection des sismomètres (0,2 mm/s) qui est bien inférieure à la limite réglementaire de 5 mm/s. Il apparaît donc qu'aucun enregistrement sismique lié aux tirs de mine n'a été détecté.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : équipements de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de plusieurs extincteurs au niveau des installations vus lors de la visite du site. L'exploitant a produit le dernier rapport de vérification des extincteurs, daté du 7 avril 2025 qui montre que ces matériels sont bien entretenus.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Surveillance des vides souterrains

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article II-13</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation souterraine</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite périodique afin de détecter toute amorce d'éboulement ou d'affaissement. Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter qu'un éboulement atteigne la surface.</p> <p>Les résultats des visites sont consignés dans un registre [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un géologue passait régulièrement pour inspecter les cavités exploitées et non encore réaménagées. Il a présenté le registre répertoriant ces visites. Celui-ci montre que la dernière visite a eu lieu le 18 avril 2025. Pour cette visite, il est notamment indiqué que le géologue a constaté une chute de blocs au niveau d'un carrefour et que celle-ci avait été balisée pour traitement.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Bâchage des véhicules de transport

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article III-4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Poussières |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur le carreau et en sortie du tunnel. Les véhicules de transport de gypse sortant du site sont efficacement, correctement bâchés. Le bâchage des véhicules est réalisé de telle manière qu'il ne crée pas de danger pour toute personne. L'exploitant prend des mesures incitatives tendant à proscrire la réception sur son site de véhicules non bâchés amenant des produits destinés au remblayage de la carrière. [...] |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les camions entrants (remblais) et sortants (gypse) sur site sont bien bâchés et qu'un contrôle visuel était effectué au niveau des ponts bascule. Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que les camions observés étaient bien bâchés. La prescription contrôlée est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Document d'acceptation préalable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées et sédiments |
| Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période. |
| Constats : L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir le document d'acceptation préalable (DAP) |

correspondant aux remblais apportés par un camion croisé lors de la visite du site. Ce DAP, portant le n°529-01 a été transmis par courriel du 30 juin 2025. Celui-ci montre bien les informations réglementairement requises et notamment :

Les noms et coordonnées du producteur de déchet : Communauté d'agglo Roissy Pays de France

L'origine des déchets : chantier d'habitation

Le code déchet : 17 05 04 - terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses

La quantité de déchets : 800 tonnes à partir du 19 juin 2025.

De plus, l'exploitant a précisé que, avant acceptation des remblais, plusieurs contrôles qualité étaient effectués dont notamment :

- des études de sols par le Maître d'ouvrage du chantier producteur des déchets ;
- contrôles à l'entrée du site par caméra et portique de détection de radioactivité ;
- des contrôles visuels et olfactifs du placier au déchargement ;

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre d'admission

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne, pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu constater que l'exploitant disposait bien d'un registre d'admission. Par sondage, elle a demandé à regarder l'extrait du registre d'admission pour la journée du 24 juin 2025. Celui-ci, transmis par courriel du 30 juin 2025 montre qu'il y a eu 67 camions de remblais entrants sur site. Pour chaque chargement, le registre consigne bien les informations réglementairement requises y compris celles notées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments dont :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine géographique des déchets/terres ;- les numéros SIRET des clients, producteurs et transporteurs des déchets/terres ;- le code déchet ;- la quantité de déchets/terres apportées. <p>L'Inspection note qu'il n'y a pas eu de refus d'admission pour la journée contrôlée.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |